



ROYAUME DE BELGIQUE

Intervention de Monsieur Didier Reynders, Vice-Premier Ministre et
Ministre des Affaires étrangères

à la

Table Ronde de Haut Niveau consacrée à la Réforme du Secteur de la
Sécurité et la paix durable

“High-Level Roundtable on Security Sector Reform and Sustaining
Peace”

New York, le 23 avril 2018

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d’abord **saluer l’initiative prise par l’Afrique du Sud et la Slovaquie** d’organiser cet échange à la veille de l’évènement consacré à la « paix durable ». Les deux concepts sont intrinsèquement liés: comme l’indique l’intitulé de la table ronde d’aujourd’hui, tout le monde s’accorde désormais à dire que des forces de défense et de sécurité réformées sont presque toujours une condition essentielle pour une sortie de crise durable.

Le 21 février dernier, j’ai eu l’honneur de présider avec le Ministre Amon-Tanoh un séminaire de haut niveau organisé par la Côte d’Ivoire et la Belgique consacré à identifier les leçons apprises des processus de réforme du secteur de la sécurité en Afrique de l’Ouest en général, et en Côte d’Ivoire en particulier.

Permettez-moi de saluer à cet instant la mémoire de l’Ambassadeur Tanoh-Boutchoué. Lors de ce séminaire en février dernier, son professionnalisme et sa bonne humeur m’ont frappé et je présente à nouveau mes condoléances à la Côte d’Ivoire pour la perte d’un diplomate de haut vol qui représentait dignement et efficacement votre pays ici à New York.

Monsieur le Président,

Voici **quelques conclusions pratiques identifiées lors du séminaire consacrée à la RSS en Afrique de l’Ouest.** Celles-ci résultent du débat entre experts réunis ce jour-là, dont beaucoup travaillent au jour le jour dans des pays en voie de sortie de crise, en partenariat avec leurs pays-hôtes.

Tout d’abord, l’inclusivité est indispensable. Trop souvent, des minorités régionales sont laissées de côté. Par ailleurs, cela vient d’être rappelé, alors qu’elles constituent souvent la majorité de la population, les femmes ne sont pas suffisamment -et parfois même pas du tout- incluses dans les processus de RSS. L’apport de la société civile doit également être valorisé.

En d'autres termes, afin de favoriser une sortie de crise durable, un rapport réinventé entre forces de sécurité et population civile doit être instauré. Cette relation de confiance n'en sera que renforcée si les forces de sécurité réformées reflètent fidèlement la société dans toute sa diversité.

Ensuite, la volonté politique nationale doit être forte et claire. Sans vision nationale bien articulée et surtout sans engagement de long terme du gouvernement toute réforme en profondeur est impossible. C'est encore plus vrai quand il s'agit de réformer un pilier fondamental d'un Etat, ses forces de sécurité.

Les Nations-Unies peuvent jouer un rôle-clé de coordination de l'action de la Communauté internationale en appui aux efforts nationaux. Trop souvent encore, il existe une duplication entre divers partenaires, bilatéraux ou multilatéraux. Cette coordination doit également viser à ne pas surcharger inutilement les capacités souvent faibles des Etats sortant de crise. Les **efforts en cours** en vue d'une coopération plus structurelle entre l'ONU, l'Union européenne et l'Union africaine vont certainement dans la bonne direction et **j'espère qu'ils pourront aboutir prochainement à des solutions concrètes sur le terrain.**

A ce titre, au moment où le Secrétaire Général a initié un ambitieux processus de réforme des Nations-Unies, il est également clairement apparu à quel point **la collaboration au sein de la famille onusienne est cruciale**, en particulier entre les missions politiques ou de maintien de la paix d'une part et des équipes-pays d'autre part. Cette relation devient capitale dans le cas de transition -au moment où la mission est clôturée- comme c'était récemment le cas en Côte d'Ivoire ou actuellement au Libéria.

Divers intervenants lors du séminaire de février dernier ont également insisté sur **l'importance de se donner du temps**: la réforme du secteur de sécurité ne se réalise pas en un tour de main, c'est plutôt un effort de longue haleine qui connaît parfois des contre-temps.

Le soutien des partenaires doit donc lui aussi s'inscrire dans la durée si l'on ne veut pas hypothéquer les résultats engrangés en début de processus.

Dans ce contexte -et je crois que ce sujet sera abordé plus amplement au cours de vos travaux aujourd'hui- **le financement des processus de RSS par les partenaires doit demeurer prévisible et durable.**

Monsieur le Président,

Ces quelques éléments, bien qu'issus d'un retour d'expérience limité à l'Afrique de l'Ouest, sont applicables au-delà de cette région. Mais **les succès qui y ont été engrangés en matière de RSS sont à saluer**. Ils peuvent servir d'exemple et d'inspiration non seulement à d'autres Etats sortant de crise ou à leurs pays partenaires mais aussi à notre organisation commune que sont les Nations-Unies afin qu'elle devienne véritablement cet outil de paix durable que nous souhaitons.

Je vous remercie.